

LE RATIONALISME AUTRICHIEN À L'ÈRE DU DÉCLIN DU POSITIVISME

par

Hans-Hermann Hoppe*

Rationalisme *et relativisme dans les sciences de la nature et de la société*

Le rationalisme philosophique affirme que l'homme est capable de reconnaître certains principes, certains fondements premiers de la connaissance : qu'il existe une justification ultime, une validité a priori pour l'ensemble de cette connaissance ; que celle-ci doit être présupposée par quiconque prétend discuter d'une proposition prétendant à quelque connaissance que ce soit — par exemple le principe de non-contradiction ; qu'on ne peut pas la contester par des énoncés qui aient un sens, parce qu'elle est une condition préalable de toute mise en question qui puisse signifier quelque chose ; et que l'homme, en se fondant sur la reconnaissance de telles vérités ultimes, est capable de progresser systématiquement dans la science.

Le relativisme nie l'existence de fondements absolus à la connaissance et la possibilité du progrès scientifique.

Les sciences de la nature semblent bien ne fournir aucune, ou presque aucune bonne raison d'adhérer au relativisme. Il semble indéniable que l'histoire des sciences de la nature est une histoire de progrès continu, et que l'homme possède maintenant une maîtrise de la nature bien supérieure à celle du passé. En outre, des disciplines telles que la logique des propositions, l'arithmétique, la géométrie euclidienne, la mécanique rationnelle (la mécanique classique hormis la gravitation) et la chronométrie, tout ce qu'on a appelé la "protophysique", semblent fournir de parfaits exemples de la conception rationaliste d'une connaissance définitivement établie : si l'on veut dire quoi que ce soit de sensé, ou pour faire une mesure empirique quelconque de l'espace, du temps et de la

* "Austrian Rationalism in the Age of the Decline of Positivism", chapitre 11 de : *The Economics and Ethics of Private Property*, Boston/Dordrecht/London, Kluwer, 1993, pp. 209-234. Traduit par François Guillaumat.

matière, on ne saurait se dispenser de poser a priori la validité de la logique et de la protophysique ; de sorte qu'on ne peut pas imaginer qu'elles puissent être réfutées par une quelconque expérience ou mesure faite par l'homme. (On ne peut pas dire, par exemple, que la géométrie euclidienne ait été "réfutée" par la théorie de la relativité, parce que pour fonder la théorie de la relativité, on est bien obligé de présupposer la validité de la géométrie euclidienne qui a permis de construire les instruments de mesure).

Bien au contraire, en parfait accord avec les affirmations du rationalisme, il appert que c'est précisément le statut de la logique et de la protophysique comme théories absolument valides a priori qui rend le progrès dans les sciences naturelles empiriques systématiquement possible¹.

Le célèbre ouvrage de Thomas Kuhn sur *La Structure des révolutions scientifiques*² a fourni une occasion de critiquer cette conception des sciences de la nature et de leur évolution. Analysant dans le détail des épisodes essentiels de l'histoire des sciences naturelles expérimentales, Kuhn y mettait en cause l'idée d'un processus scientifique qui serait une progression régulière vers la vérité grâce à une succession d'hypothèses, d'expériences décisives et d'élimination de théories réfutées par l'expérience, chaque génération nouvelle en sachant plus que la précédente. A en croire Thomas Kuhn, le processus n'était au contraire ni cumulatif ni orienté. Différents "paradigmes" ou

¹ Cf. en particulier sur ce point P. Lorenzen, *Methodisches Denken* (Francfort sur le Main : Suhrkamp 1968) ; P. Lorenzen, *Normative Logic and Ethics* (Mannheim : Bibliographisches Institut, 1969). "la géométrie, la chronométrie et l'hylométrie [la mécanique rationnelle] sont des théories a priori qui rendent 'possible' la mesure empirique de l'espace, du temps et de la matière. Elles doivent être établies avant que la physique, dans le sens moderne d'une connaissance empirique, avec ses champs de forces hypothétiques, ne puisse commencer. C'est pourquoi je souhaite ranger ces disciplines sous le nom commun de 'protophysique'. Les propositions vraies de la protophysique sont celles qui peuvent être fondées par la logique, l'arithmétique et l'analyse, les définitions et les normes idéales qui rendent la mesure possible". p. 60. Cf. aussi P. Janich, *Die Protophysik der Zeit* (Mannheim : Bibliographisches Institut, 1969) ; F. Kambartel, *Erfahrung und Struktur* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1986).

² Chicago : University of Chicago Press, 1962. *La Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983. Cf. aussi Imre Lakatos & A. Musgrave, eds., *Criticism and the Growth of Knowledge* (Cambridge : Cambridge University Press, 1970).

modèles fondamentaux de l'essence de la nature se seraient succédés et supplantés dans le rôle d'orthodoxies temporaires, chacun étant immunisé contre l'expérience, impossible à réfuter par celle-ci, chaque paradigme étant incommensurable avec l'autre. Les changements de paradigme n'auraient pas été motivés par des expériences indiscutables, mais comparables à des conversions religieuses. Les anciens paradigmes disparaissaient à mesure que mouraient les savants qui les avaient soutenus ; les nouveaux prenaient leur place à mesure que se développaient de nouvelles générations de savants, infectés par une véritable fièvre de conversion. Chaque génération aurait tiré des connaissances nouvelles de l'adoption du nouveau credo mais perdu la connaissance ancienne en abandonnant les paradigmes des générations passées.

L'ouvrage de Kuhn impose-t-il une révision de l'interprétation rationaliste des sciences de la nature, et fonde-t-il l'argumentaire relativiste ? Kuhn est enclin à le penser. D'autres, notamment Paul Feyerabend, ont même poussé à l'extrême les tendances relativistes de Kuhn jusqu'à un "anarchisme méthodologique" dont le slogan serait que "tout peut passer"³. Cependant, on ne saurait douter que ni Kuhn, Feyerabend ni qui que ce soit d'autre n'ont réussi à convaincre le grand public d'accepter un modèle relativiste des sciences de la nature, en dehors des tours d'ivoire universitaires. Aujourd'hui, comme par le passé, le grand public demeure imbu des conceptions du rationalisme et à mon avis, il a bien raison.

Il ne s'agit pas de prétendre qu'il n'y ait pas de vérités partielles dans les recherches souvent captivantes de Kuhn et de Feyerabend. Il est certainement vrai, et important, que des pertes d'informations peuvent se produire même dans les sciences de la nature, et qu'il est par conséquent avantageux de ne pas seulement étudier les publications les plus récentes, mais aussi de s'intéresser aux écrits des auteurs depuis longtemps éteints et oubliés. Il est également vrai que des motifs tels que le pouvoir, le prestige, l'argent, l'animosité personnelle et l'amitié ne cessent pas d'agir quand on se tourne vers l'étude de la nature. (Qui, par exemple, laissera tomber sans problème une théorie à laquelle il a consacré toute une vie de travail, simplement parce que le monde extérieur fait de plus

³ Cf. Paul Feyerabend, *Against Method* (Londres : New Left Books, 1975) [Contre la méthode] ; *Science in a Free Society* (Londres, New Left Books, 1978) ; *Wissenschaft als Kunst* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1984).

en plus défection vers un autre paradigme incompatible avec lui ? En fait, en tant qu'économiste on peut même aller plus loin et admettre la possibilité de la régression scientifique : un processus de consommation du capital, suivi par une baisse générale des niveaux de vie, une population moindre, une désintégration des marchés et de la division du travail, seraient le résultat inévitable d'un déclin dans la connaissance humaine de la nature.

Cela dit, les prétentions du rationalisme n'en sont pas le moins du monde affectées. Pour commencer, il n'est certainement pas possible d'étendre le relativisme de Kuhn et Feyerabend à la logique et à la protophysique. Si l'on veut émettre une proposition qui ait un sens, ou faire une mesure quelconque, "tout" ne peut pas passer, justement. Ces disciplines, qui soit dit en passant sont largement demeurées à l'écart du domaine des considérations de Kuhn et Feyerabend, sont absolument indispensables pour toute science expérimentale (et ne sont donc pas seulement des paradigmes "irréfutables" susceptibles d'être remplacés par d'autres qui n'auraient aucun rapport). Or, à partir du moment où l'on a admis cela, où l'on a compris qu'énoncer des propositions, compter, construire des instruments de mesure, mesurer, toutes activités qui rendent possibles les sciences expérimentales, tout cela constitue des activités délibérées, il devient clair qu'on doit envisager les paradigmes des sciences de la nature comme des *moyens* : moyens de servir un projet humain indispensable et universel, à l'aune duquel ils doivent nécessairement être commensurables du point de vue de leur efficacité dans la poursuite de cette fin⁴.

L'impression relativiste de l'évolution des sciences naturelles que Kuhn et Feyerabend essaient de suggérer est due au fait que les deux conçoivent à tort les théories scientifiques comme de purs systèmes de propositions verbales et méconnaissent systématiquement qu'elles sont fondées dans la réalité de l'action. Ce n'est que si on considère les théories comme complètement étrangères à toute action qu'on peut aboutir à ces deux résultats : non seulement

— qu'une théorie particulière puisse échapper à toute réfutation, mais encore

⁴ Sur ce sujet cf. aussi H. H. Hoppe, "On Praxeology and the Praxeological Foundations of Epistemology and Ethics" in : Jeffrey Herbener, ed., *The Meaning of Ludwig von Mises* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1991).

— que deux théories rivales quelconques, dont les propositions respectives ne peuvent pas être réduites les unes aux autres, ni définies dans les termes l'une de l'autre, échappent à toute mesure commune de telle sorte qu'aucun choix rationnel ne soit possible entre les deux.

Cependant, un tel résultat n'affecte la réfutabilité d'aucune théorie, ni la possibilité de comparer des paradigmes rivaux, dès lors qu'il s'agit de les appliquer à la réalité de l'action, ou de s'en servir comme d'instruments pour réaliser un projet concret. Au niveau purement verbal, les paradigmes peuvent bien être irréfutables et incommensurables, mais en pratique ils ne peuvent jamais l'être. En fait, on ne pourrait même pas dire qu'un paradigme est irréfutable ou que deux paradigmes quelconques ne sont pas commensurables si on ne présupposait pas un cadre conceptuel commun qui puisse servir de fondement à un tel jugement ou comparaison. Et ce sont cette réfutabilité et commensurabilité *pratiques* des sciences naturelles expérimentales qui expliquent la possibilité du progrès technique.

En refusant systématiquement de tenir compte du fait que les théories et les observations qui font l'objet d'une interprétation théorique sont le fait de personnes agissantes, qui les imaginent et les mettent en oeuvre pour réussir dans leur action, Kuhn et Feyerabend se sont privés du critère même au moyen duquel toute connaissance concernant la nature est continuellement testée et mesurée : le critère du succès ou de l'échec dans la réalisation d'un projet utilisant la connaissance dans une situation donnée. S'il n'y avait le critère du succès instrumental, peut-être le relativisme semblerait-il inéluctable. En revanche, dans chacune de nos actions vis-à-vis de la nature, nous confirmons l'affirmation du rationalisme suivant laquelle il est possible de définir un domaine d'application pour toute connaissance théorique, et d'y tester continuellement le succès de son application, de sorte qu'on est bien obligé de tenir pour commensurables des théories concurrentes pour les domaines d'applicabilité où elles sont susceptibles de mener au succès. On ne peut pas concevoir une situation où il serait rationnel de renoncer à un outil intellectuel qui se serait montré efficace à une occasion dans un domaine d'application, dans le cas où aucun autre outil ne serait disponible. De même, si

un autre outil était plus efficace, par exemple si une théorie ou un paradigme permettait d'atteindre un but qu'on ne pourrait pas réaliser aussi bien si on en appliquait un autre, il serait irrationnel pour quiconque agit de ne pas l'adopter. Bien sûr, rien dans la vie n'empêche de se conduire de façon aussi irrationnelle. Cependant, quiconque le fait doit en payer le prix. Il se prive de la possibilité d'atteindre des buts qu'il aurait pu atteindre autrement. Isolée des autres contextes sociaux qui peuvent donner d'autres raisons, de type psycho-sociologique, pour ne pas l'adopter, seule face à la nature, aucune personne capable de distinguer une action efficace d'une autre inefficace n'accepterait de payer ce prix-là. C'est pour cela que la conception relativiste des sciences de la nature est inacceptable. Pour cela que, dans la maîtrise par l'homme des mystères de la nature, un progrès constant est possible et concrètement observable (même si, pour des raisons psycho-sociologiques, il est parfois erratique). Progrès dont Kuhn et Feyerabend devraient prétendre qu'il ne se produit pas, alors qu'il leur crève les yeux depuis le début⁵.

La situation est fort différente lorsqu'on se tourne du côté des sciences sociales. Là, il semble bien que les prétentions du rationalisme trouvent beaucoup moins de soutiens, et le relativisme est très largement accepté⁶.

Au premier rang des arguments cités à l'appui du relativisme est cette observation que, dans le développement des sciences sociales, il n'existe rien qui ressemble au progrès réalisé dans les sciences de la nature. Alors que notre pouvoir de prédiction et notre maîtrise instrumentale de la nature se sont spectaculairement accrus depuis l'époque de Platon et d'Aristote, le développement des sciences sociales empiriques est marqué par la stagnation. Malgré l'arrivée de toutes sortes de gadgets techniques, comme les ordinateurs à grande vitesse, il semble que nous ne sommes pas aujourd'hui mieux placés pour prévoir les phénomènes sociaux, ou pour planifier le changement social, que Platon et Aristote à leur époque. (On pourra remarquer que même si l'on admet cette observation, la conclusion relativiste à laquelle elle est censée conduire n'en est pas

⁵ Cf. H. H. Hoppe, "In Defense of Extreme Rationalism", Review of Austrian Economics, Vol. III, 1989, notamment les pp. 190-92 ; W. Stegemüller, Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie, Vol. II, (Stuttgart : Kröner, 1975), ch. 5, partic. les pp. 523 et suiv.

⁶ Cf. M. Hollis/S. Lukes eds., Rationality and Relativism (Oxford : Basil Blackwell, 1982).

directement déductible : elle ne s'ensuit que si l'on commence par supposer que les critères du progrès dans les sciences sociales sont bel et bien les mêmes que ceux des sciences de la nature. Les partisans du relativisme considèrent que cela va de soi. Mais ce n'est pas du tout évident. Bien au contraire : dans les sciences de la nature, l'objet de la connaissance —la nature— et le sujet de cette connaissance —celui qui agit— sont des entités différentes, séparées. Dans les sciences sociales, en revanche, les objets de la recherche et de la connaissance sont eux-mêmes chercheurs et sujets connaissant. A la lumière de cette différence catégorique, il ne va pas de soi que la méthode applicable aux sciences naturelles et aux sciences sociales ne puisse être que la seule et même. Il n'y a même absolument rien de surprenant à ce que, s'agissant de prédiction sur des gens qui font des prédictions, ou de maîtrise instrumentale sur des gens qui pratiquent la maîtrise instrumentale, on ne puisse avoir un progrès scientifique du genre de celui qu'on observe dans les sciences de la nature !⁷⁾

Les partisans du relativisme font en outre généralement remarquer qu'il n'y a apparemment rien dans les sciences sociales qui joue un rôle analogue à celui joué par la logique et la protophysique comme fondements *a priori* des sciences naturelles expérimentales. L'affirmation rationaliste, notamment associée avec la tradition de la "loi naturelle" suivant laquelle une telle analogie est observable en économie politique et en éthique⁸, cette affirmation est aujourd'hui oubliée, disparue de la conscience publique, ou balayée d'emblée. L'économie, tient-on, est une discipline empirique, tout comme la physique, avec pour objet de produire une connaissance prédictive ; mais à la différence de la physique elle ne tient pas ses promesses. En ce qui concerne l'observation qu'il existe des économies prospères comme des sociétés pauvres, ce qui, après tout, pourrait laisser quelque place à une explication économique —même si ce n'est pas le type

⁷ Cf. H. H. Hoppe, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung. Untersuchungen zur Grundlegung von Soziologie und Ökonomie* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1983), particulièrement les pp. 30-32 ; sur le "dualisme méthodologique" cf. aussi Ludwig von Mises, *Human Action : A Treatise on Economics* (Chicago : Regnery, 1966), p.

18 [L'Action humaine] ; *Theory and History : An Interpretation of Social and Economic Evolution* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1985), pp. 1-2 et 38-41 ; cf. aussi K. O. Apel, *Die Erklären : Verstehen Kontroverse in transzendental-pragmatischer Sicht* (Francfort/M. : Suhrkamp, 1979).

⁸ Cf. L. von Mises, *Theory and History*, pp. 44 et suiv.

d'explication offerte par la physique— les tenants du relativisme social prétendent que ces différences n'ont pas de raisons *économiques*, mais sont dues à des niveaux différents de connaissances *techniques*. Les sociétés riches le sont à cause de leur avance technique ; la pauvreté est due au manque de savoir-faire dans les sciences de la nature.

(Deux objections à cette opinion paraissent évidentes :

— sa description des faits est purement et simplement fausse. Est-ce que les sociétés sous-développées n'envoient pas leurs futurs savants et ingénieurs en grand nombre dans les universités des pays avancés, et ces sociétés pauvres n'ont-elles pas accès à la *même* connaissance que les riches quand ceux-ci sont revenus ?

— Plus important encore, le savoir-faire technique ne peut avoir d'effet matériel que si on l'applique. Or, pour l'appliquer, il faut de l'épargne, et de l'investissement. Ce n'est pas la disponibilité du savoir scientifique et technique qui impose des limites à la prospérité des sociétés ; bien au contraire, c'est le montant de l'épargne et de l'investissement qui impose des limites à l'exploitation d'une connaissance effectivement disponible ainsi qu'au progrès scientifique, dans la mesure où les activités de recherche, elles aussi, doivent être entretenues par des capitaux épargnés.

De sorte que, contrairement aux conceptions relativistes, la théorie économique semble bien finalement avoir quelque chose à voir avec la pauvreté et la richesse⁹).

On affirme aussi que l'éthique ne peut rien justifier d'autre que le relativisme. Qu'il existe toujours des différences d'opinion en apparence irréductibles dans le domaine de la politique contemporaine ne fournit-il pas en effet la preuve concluante que le relativisme moral est dans le vrai ? L'anthropologie sociale par exemple, l'étude de sociétés telles que les habitants des Iles Fidji, ou les indigènes de Nouvelle-Guinée, n'apportent-elles pas encore davantage de preuves à l'appui ? Il y a bien des institutions

⁹ Cf. Murray N. Rothbard, *Man, Economy and State* (Los Angeles : Nash, 1970), p. 749.

telles que le cannibalisme ou l'esclavage que les relativistes auraient bien de la peine à défendre ; cependant, à en croire le relativisme, considérer ces pratiques comme des contre-exemples serait un malentendu. Le problème de ces institutions ne serait pas qu'elles réfutent le relativisme, mais que les sociétés qui les adoptent seraient encore sous la coupe du rationalisme social, c'est-à-dire qu'elles croient toujours à tort en une éthique absolument fondée. Le relativisme moral, affirment ses tenants, exclut l'intolérance de telles pratiques et implique un pluralisme des valeurs. (Comment n'est-il pas évident qu'il s'agit là d'une doctrine entièrement fallacieuse ? En l'absence de fondements absolus *a priori*, le "pluralisme" des valeurs ne peut être qu'une idéologie sans fondement parmi d'autres, et il n'existe absolument aucune raison décisive pour la choisir plutôt qu'une autre. Ce n'est que s'il était possible d'avancer des raisons *a priori* valides pour adopter le "pluralisme" qu'on pourrait prétendre qu'il sauvegarde la "tolérance" et rejeter le cannibalisme et l'esclavage comme pratiques sociales acceptables¹⁰.)

Le positivisme et la destruction de l'économique et de l'éthique par le relativisme

Aucune doctrine philosophique moderne n'a davantage contribué à la propagation du relativisme que le positivisme. Enraciné dans les traditions de l'empirisme de Locke* et de Hume, il est d'abord apparu à Vienne pour s'établir ensuite, notamment dans le sillage de l'émigration de ses chefs intellectuels, comme croyance philosophique dominante du monde occidental¹.

Alors que les principes fondamentaux du positivisme impliquent la négation des affirmations rationalistes aussi bien pour les sciences naturelles que pour les sciences sociales, c'est sur les secondes que son impact a été le plus fort. Certes, on ne saurait douter que les sciences de la nature, notamment la logique et la protophysique, aient

¹⁰ Cf. Henry Veatch, *Rational Man. A Modern Interpretation of Aristotelian Ethics* (Bloomington : Indiana University Press, 1962), partic. les pp. 37-46 ; H. H. Hoppe, "In Defense of Extreme Rationalism", pp. 184-85.

* Avant son initiation à la tradition du Droit naturel par Lord Shaftesbury (cf. Murray Rothbard : *Economic Thought Before Adam Smith*. Aldershot : Edward Elgar, 1995) [N.d.T].

¹ Cf. V. Kraft, *Der wiener Kreis* (Vienne, Springer, 1968) ; W. Stegmüller, *Hauptströmungen der Gegenwartsphilosophie*, Vol. I (Stuttgart, Kröner, 1965), ch. IX-X.

souffert de l'influence du positivisme². Cependant, déloger le rationalisme de ce domaine-là de la connaissance serait extrêmement difficile, pour les raisons que nous avons déjà vues. Adopter le relativisme impliquerait d'abandonner immédiatement les moyens intellectuels grâce auxquels on réussit à maîtriser la nature : quiconque a intérêt à distinguer le succès de l'échec refusera de payer ce prix-là. Dans les sciences sociales, en revanche, les choses sont différentes. Il est vrai que jusqu'à présent, l'argument purement intellectuel pour le relativisme social n'est guère apparu mieux fondé que pour les sciences naturelles (j'entends d'ailleurs démontrer dans ce qui suit qu'il est entièrement dépourvu de fondement). Cependant, prôner et pratiquer le relativisme dans les sciences sociales ne conduit pas aussi automatiquement à l'échec immédiat que dans les sciences de la nature. Si on nie l'existence de lois absolues de l'économie ou de l'éthique et la possibilité du progrès social, il faut aussi que quelqu'un en paie le prix. Ce prix, en revanche, rien ne force à le payer directement, pas plus qu'à le faire payer par ceux qui auront accepté cette opinion et agi en conséquence. Bien au contraire, celui qui l'adopte peut éventuellement imposer aux *autres* ce qu'il en coûte de penser comme il le fait. Ainsi, dans la mesure où le relativisme peut servir de moyen pour accroître son bien-être aux dépens de celui des autres, certains individus peuvent avoir un *intérêt* majeur à prôner le relativisme social³.

C'est cela qui explique pourquoi l'influence du positivisme s'est particulièrement faite sentir dans les sciences sociales : que cela ait été ou non l'intention des positivistes, leur message philosophique a immédiatement été reconnu par les pouvoirs en place comme une puissante arme idéologique au service de leur propre ambition de dominer toujours davantage les autres, et de s'enrichir à leurs dépens. De sorte que la plus grande prodigalité fut déployée pour soutenir le mouvement positiviste, lequel mouvement renvoya bien entendu l'ascenseur en détruisant notamment l'économique et l'éthique comme les bastions traditionnels du rationalisme social, effaçant de la conscience

² Cf. F. Kambartel, *Erfahrung und Struktur*, notamment le ch. 6 ; cf. aussi plus loin la n. 18.

³ Cf. Ludwig von Mises, *Human Action* [L'Action Humaine], ch. III.

publique un immense corps de connaissance qui constituait un élément croyait-on permanent de l'héritage de la pensée et de la civilisation occidentales⁴.

Le premier dogme du positivisme, et le plus fondamental, est que la connaissance de la réalité, ou connaissance *empirique*, doit être vérifiable ou au moins réfutable par l'expérience ; que tout ce que l'on connaît par expérience aurait pu être autre —ou, pour dire les choses autrement, qu'on ne peut rien savoir de la réalité qui soit vrai a priori ; que toutes les propositions vraies a priori sont des énoncés *analytiques*, qui n'ont absolument aucun contenu factuel mais ne sont vrais que par convention, ne représentant qu'un rappel tautologique de l'emploi des symboles et de leurs règles de transformation ; que toutes les propositions sont soit empiriques soit analytiques, mais jamais les deux à la fois ; de sorte que les jugements normatifs, n'étant ni empiriques ni analytiques, ne peuvent légitimement contenir aucune prétention à la vérité, mais doivent être considérés comme la pure expression des émotions, n'en disant en fait pas davantage que 'Ouah ! Ouah !' ou 'Grrrr...'⁵"

Le second dogme du positivisme formule l'extension ou plutôt l'application du premier au problème de l'explication scientifique. D'après le positivisme, expliquer un phénomène réel implique de formuler un énoncé du type "si A, alors B" ou alors, si les variables se prêtent à une mesure quantitative, "dans le cas d'un accroissement (ou une décroissance) de A, on aura un accroissement (une décroissance) de B". En tant qu'énoncé se référant à la réalité (c'est-à-dire, A et B étant des phénomènes réels), sa validité ne peut jamais être établie avec certitude en examinant la proposition seule ni toute autre proposition dont la première pourrait être logiquement déduite ; elle demeure à jamais hypothétique et dépendante du résultat d'expériences à venir dont l'issue ne

⁴ Cf. Ludwig von Mises, *Human Action*, [L'Action humaine], 7^e partie. De même, *The Ultimate Foundation of Economic Science* (Kansas City, Sheed Andrews & McMeel, 1978), not. les ch. 5 à 8, qui s'achève par l'affirmation :

"Dans la mesure où le principe empiriste du positivisme logique se réfère aux méthodes expérimentales des sciences de la nature, il ne fait qu'énoncer ce qui n'est contesté par personne. Dans la mesure où il rejette les principes épistémologiques des sciences de l'action humaine, il n'est pas seulement entièrement dans l'erreur. Délibérément, en pleine connaissance de cause, il est aussi en train de saper les fondations intellectuelles de la civilisation occidentale." (p. 133).

⁵ Cf. en particulier A. J. Ayer, *Language, Truth and Logic* (New York : Dover, 1946).

peut être connue à l'avance. Si l'expérience confirme une explication hypothétique, c'est-à-dire si l'on observe un cas où B suit bel et bien A conformément à la prédiction, cela ne prouverait pas que l'hypothèse soit vraie, car A et B sont des termes généraux et abstraits (des "universaux", par opposition avec les "noms propres") et ceux-ci se réfèrent à des phénomènes ou à des événements dont il existe (ou du moins pourrait en principe exister) un nombre infini de cas, de sorte que des expériences ultérieures pourraient encore la réfuter. Et si une expérience contredisait une hypothèse, c'est-à-dire si on observait un cas où A ne serait pas suivi de B, cela ne serait pas non plus décisif, car il serait toujours possible que les phénomènes liés par hypothèse l'aient bel et bien été, mais qu'un événement ou une variable négligés jusque-là aient simplement empêché d'apparaître la relation postulée. Une telle contradiction prouverait simplement que l'hypothèse particulière envisagée n'était pas entièrement correcte telle que formulée, mais nécessitait quelque raffinement, quelque spécification de variables additionnelles, qu'il serait nécessaire de contrôler pour pouvoir observer la relation postulée entre A et B. Cependant, une contradiction ne prouverait jamais une fois pour toutes qu'il n'existe absolument aucune relation entre certains phénomènes donnés⁶.

Enfin, le positivisme prétend que ces deux dogmes associés sont universellement applicables à tous les domaines de la connaissance (thèse de l'"unité de la science") ; il n'existerait aucune connaissance a priori de la nature, ni de la réalité sociale de l'action humaine ; et la structure de l'explication scientifique serait la même quel que soit le sujet étudié⁷.

Si on suppose pour le moment que cette doctrine est correcte, il est facile de reconnaître ses implications relativistes : l'éthique n'est pas une discipline cognitive. Tout jugement normatif est tout aussi bien, ou mal fondé, que n'importe quel autre. Mais alors,

⁶ Cf. Karl Popper, *The Logic of Scientific Discovery* (New York : Basic Books, 1959) [Logique de la découverte scientifique] ; *Conjectures and Refutations* (Londres : Routledge & Kegan Paul, 1969) [Conjectures et réfutations] ; C. G. Hempel, *Aspects of Scientific Explanations* (New York : Free Press, 1970) ; E. Nagel, *The Structure of Science* (New York : Harcourt, Brace & World, 1961).

⁷ Cf. P. Oppenheim/H. Putnam, "Unity of Science as a Working Hypothesis", in H. Feigl, ed., *Minnesota Studies in the Philosophy of Science*, Vol. II (Minneapolis : The University of Minnesota Press, 1967).

que peut-on reprocher à tous ceux qui cherchent à imposer leur volonté aux autres ? Evidemment rien. Tout est permis. L'éthique se réduit à la question : "qu'est-ce que je peux faire impunément ?" Et quel message pourrait être plus doux pour ceux qui sont au pouvoir ? Pour le roi cannibale, pour l'esclavagiste, pour le détenteur d'un poste public ! C'est justement ce qu'ils ont envie d'entendre : que la force prime le droit et définit la justice.

De même doivent-ils être enthousiasmés par le message du positivisme dans le domaine des sciences descriptives. Pour ce qui est des sciences de la nature, la doctrine positiviste est assez inoffensive. Des disciplines telles que la logique et la protophysique, dont on tient les propositions pour vraies a priori (non testables par l'expérience), les positivistes les interprètent comme ne contenant absolument aucune "vraie" connaissance : comme des formalismes sans contenu empirique. Et cette conception des choses a bien contribué à légitimer et à promouvoir la dégénérescence de certaines branches de la logique et des mathématiques en des jeux de symboles dépourvus de signification, dont le grand public est demeuré largement ignorant du fait de la nature ésotérique du sujet⁸ ; cependant, elle n'a pas changé, et elle n'aurait pas pu changer le fait qu'au moins *certaines* des propositions de la logique et des mathématiques servent de fondement même aux sciences naturelles expérimentales, et qu'on les traite donc comme contenant une information factuelle, quoique de nature non hypothétique⁹. Il n'y a pas grand mal non plus dans la conception empiriste des sciences naturelles

⁸ Cf. F. Kambartel, *Erfahrung und Struktur*, notamm. pp. 236-42. La conception rationaliste de la logique et des mathématiques est résumée par l'énoncé de G. Frege : "il s'ensuit de la véracité des axiomes qu'ils ne se contredisent pas l'un l'autre". L'interprétation positiviste-formaliste, en revanche, est formulée par le jeune D. Hilbert : "si les axiomes arbitrairement postulés ne conduisent pas à des implications contradictoires, alors ils sont vrais, et les objets définis par les axiomes existent" (cité par Kambartel, p. 239).

La progression du formalisme, explique Kambartel, a des conséquences considérables. "Le retrait des mathématiques de toute justification pratique, et de la justification épistémologique correspondante du formalisme, est en lui-même une décision pratique de la plus grande importance. C'est l'abandon de la justification pratique et, comme des systèmes formels dépourvus d'une interprétation de leur point de départ qui ait un sens ne peuvent absolument rien justifier, c'est en fin de compte l'abandon de toute justification quelle qu'elle soit" (p. 241). Par conséquent, "un grand nombre d'analyses formelles deviennent un jeu sophistiqué pour un petit groupe d'amateurs, quoique le public ne s'en aperçoive guère, étant donné son incapacité à atteindre le niveau de discussion exigé ici pour déterminer la frontière entre la théorie et le jeu" (p. 238).

⁹ Cf. H. Lenk, "Logikbegründung und Rationaler Kritizismus", *Zeitschrift für*

expérimentales, telles que la physique. Sa méthodologie, suivant laquelle on ne pourrait jamais établir définitivement si une relation postulée entre deux ou plusieurs variables existe ou non, semblerait favoriser l'éventualité que le chercheur s'accroche à ses hypothèses quoiqu'il advienne, quelles que puissent être les expériences apparemment contradictoires, dans la mesure où il pourrait toujours tenir pour responsable de ses erreurs de prévision quelque variable négligée jusqu'à présent. Mais comme je l'ai expliqué plus haut, personne n'aime mieux, s'il essaie de produire un phénomène naturel, se trouver des excuses perpétuelles pour échouer plutôt que d'y parvenir effectivement. Car c'est lui seul qui devrait payer le prix de cette obstination.

Cependant, dans le domaine des sciences sociales, où l'on peut imposer aux *autres* les conséquences de ses décisions, la possibilité d'immuniser ses hypothèses contre toute réfutation offre des occasions bienvenues pour les gens au pouvoir.

Considérons des propositions caractéristiques de l'économie : chaque fois qu'un échange n'est pas volontaire mais forcé, comme un vol à main armée ou un impôt, l'une des parties profite au détriment de l'autre. Ou : le salaire minimum est une interdiction de travailler pour moins d'un certain salaire. Suffisamment élevé, il provoque un chômage involontaire massif. Ou bien : chaque fois que la quantité de monnaie est accrue alors que la demande de monnaie reste inchangée, son pouvoir d'achat baissera. Ou encore : n'importe quelle quantité de monnaie est capable de rendre les mêmes services, de sorte qu'une quantité accrue ne peut pas augmenter le niveau de vie général (même si l'accroissement peut avoir des effets redistributifs). Ou encore : la possession collective des moyens de production rend absolument impossible la comptabilité des coûts, et conduit par conséquent à une production plus faible au sens des évaluations des consommateurs. Ou enfin : l'imposition des producteurs de revenu accroît leur taux effectif de préférence temporelle, et conduit par conséquent à une moindre production. Ces propositions semblent bien nous apprendre quelque chose sur la réalité, et pourtant elles semblent bien irréfutables et vraies par définition¹⁰. Cependant, à en croire le positivisme, il ne saurait en être ainsi : Dans la mesure où ces énoncés prétendent avoir un sens empirique, alors il faut que ce soient des hypothèses, sujettes à confirmation ou

(...continued)

Philosophische Forschung, Vol. 24, 1970 ; K. O. Apel, Transformation der Philosophie, Vol. II, pp. 406-10.

¹⁰ Sur ces questions, voir les traités d'économie les plus importants de notre époque, Human Action [L'Action humaine] de Ludwig von Mises, et Man, Economy and State de Murray Rothbard.

réfutation empirique. Il faut qu'on puisse formuler le contraire des propositions ci-dessus sans qu'il paraisse immédiatement identifiable comme faux (et insensé). C'est à l'expérience de trancher la question. De sorte que, à condition de reprendre à son compte la doctrine positiviste, le bandit de grands chemin, l'inspecteur des impôts, le syndicaliste ou le Gouverneur de la Banque centrale pourrait agir de manière parfaitement légitime, du point de vue scientifique, en affirmant que l'impôt profite au contribuable et accroît la production, que le salaire minimum augmente l'emploi, et que l'inflation de papier-monnaie accroît la prospérité générale. En bons positivistes, il leur faudrait admettre qu'il ne s'agit, là encore, que d'hypothèses ; mais comme l'effet prédit est censé être bénéfique, alors il faut sûrement essayer, pour voir... Après tout, on ne doit pas se fermer à de nouvelles expériences, il faut toujours être prêt à réagir avec souplesse, avec un esprit ouvert, en attendant le résultat de l'expérience en cours. Cependant, si ledit résultat n'est pas tel qu'on l'avait postulé, si les victimes du bandit ou du fisc ne semblent pas en profiter tellement que cela, si l'emploi diminue ou s'il en résulte une crise de conjoncture au lieu de la prospérité générale qu'on prétendait espérer, la possibilité d'immuniser ses hypothèses contre l'expérience devient une option bien concrète, et d'ailleurs presque irrésistible. Car pourquoi le bandit, l'inspecteur des impôts, le Gouverneur général de la Banque centrale ne souhaiteraient-ils *pas* minimiser toutes les expériences apparemment contraires comme de simples accidents, aussi longtemps qu'ils peuvent, eux, continuer à profiter de leur "expérience" dans le vol, l'impôt et l'inflation ? Pourquoi ne souhaiteraient-ils pas interpréter toutes les expériences apparemment contraires comme le produit de quelque circonstance malencontreusement négligée et qui, une fois neutralisée, aboutira bientôt à un résultat inverse, révélant la véritable nature des relations qui existent entre l'impôt, le salaire minimum, l'inflation, et la prospérité ?

En fait, quelles que soient les preuves expérimentales que l'on puisse opposer à ces hypothèses, à partir du moment où l'on a adopté le positivisme et rejeté toute argumentation de *principe* à leur encontre pour cause d'erreur conceptuelle, la position du voleur ou du fisc demeure à l'abri de toute critique concluante, car on peut toujours s'arranger pour attribuer l'échec à quelque influence non prise en compte jusqu'à présent. Même l'expérience la plus parfaitement contrôlée ne saurait changer cette situation. Car il resterait à jamais impossible de prendre en compte toutes les variables dont il serait

éventuellement imaginable qu'elles puissent avoir un effet sur la variable à expliquer —pour la raison pratique que cela impliquerait littéralement de prendre en charge l'univers entier, et pour la raison théorique qu'on ne sait même pas quelles *sont* toutes ces variables qui déterminent l'univers. Quelques reproches que l'on puisse faire au bandit, à l'inspecteur des impôts ou au Gouverneur général de la Banque centrale, il sera toujours possible, dans le cadre de la méthodologie positiviste, de préserver ou de repêcher le "noyau dur" de leur "programme de recherche" comme l'aurait appelé le néo-poppérien Imre Lakatos. L'expérience nous dit seulement que telle expérimentation particulière n'a pas eu le résultat attendu, mais elle ne pourra jamais nous dire si une expérience légèrement différente ne produirait pas des résultats différents ou s'il est vraiment impossible de parvenir à la prospérité générale par une forme ou *une autre* de banditisme, de fiscalisme ou d'inflationnisme.

L'attitude que le positivisme entretient vis-à-vis de l'économique descriptive et qui est devenue caractéristique de la plupart des élites contemporaines au pouvoir —ainsi que leurs gardes du corps intellectuels subventionnés— est celle d'un ingénieur social relativiste dont la seule devise serait :

"il n'y a rien dont on puisse savoir avec certitude que c'est impossible dans le domaine des phénomènes sociaux, et [par conséquent] il n'y a rien que nous ne soyons prêts à essayer sur nos [malheureux] congénères, aussi longtemps que l'on garde un esprit ouvert¹¹."

Le fait que le positivisme soutient la mentalité du relativisme social ne prouve pas qu'il a tort. Néanmoins il semble avisé de demeurer soupçonneux quant à sa validité. Il n'est certainement pas évident qu'il n'existe absolument aucune norme éthique rationnelle et que tout, littéralement, "soit acceptable". Il n'est pas non plus intuitivement plausible que la théorie économique soit condamnée à demeurer, au choix, un jeu symbolique sans rapport avec le réel ou un ensemble de propositions hypothétiques, empiriquement testables sur les conséquences des actions et interactions des hommes. Car dans le

¹¹ Cf. aussi H. H. Hoppe, *A Theory of Socialism and Capitalism* (Boston : Kluwer Academic Publishers, 1989), ch. 6 ; "The Intellectual Cover for Socialism", *The Free Market*, février 1988.

premier cas il ne s'agirait jamais que d'une perte de temps. Et dans le second, la théorie économique serait évidemment impuissante et donc compterait pour du beurre (par exemple, le boulanger d'Athènes aurait pu prédire le comportement de ses concitoyens avec bien plus de précision et de certitude que son homologue contemporain !); or, des propositions comme celles que nous avons mentionnées plus haut ne sont apparemment dépourvues ni de sens ni de pertinence. En fait, vu les implications intéressées du positivisme pour les gens de pouvoir, on pourrait bien même soupçonner que le positivisme en viendrait à être accepté même s'il était faux* ; et qu'il continuerait de l'être alors même que ses absurdités auraient été exposées — comme c'est d'ailleurs bel et bien le cas.

Car il se trouve que chacun des trois postulats interdépendants du positivisme est faux, de manière démontrable et démontrée¹.

En ce qui concerne la classification censément exhaustive entre les propositions analytiques, empiriques et émotives, on est bien forcé de demander : "Mais quel est donc le statut de cet axiome même ?" Il faut bien que ce soit une proposition analytique ou empirique ; à moins qu'il ne s'agisse de l'expression d'une émotion.

— Si on la tient pour analytique, alors il ne s'agit que de blabla verbal sans contenu, qui ne dit rien d'une réalité vraie, mais se bornant à définir un son, ou un symbole, à l'aide d'un autre. De sorte qu'on n'aurait plus qu'à hausser les épaules et à répondre : "et alors ?"

* Comme disait l'autre : "seuls les voleurs et les assassins ont intérêt à ce que la définition du vol et de l'assassinat passe pour une affaire d'émotion subjective" [F. G.].

¹ Cf. sur ce qui suit L. v. Mises, *The Ultimate Foundation of Economic Science* ; M. N. Rothbard, *Praxeology and the Philosophy of the Social Sciences* (San Francisco : Cato Institute, 1979) [traduit en français comme les ch. 1, 2 et 3 de *Economistes et charlatans*, Paris, les Belles Lettres, 1991] ; H. H. Hoppe, *Praxeology and Economic Science* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1988) ; "On Praxeology and the Praxeological Foundations of Economics and Ethics" ; cf. aussi M. Hollis/E. Nell, *Rational Economic Man* (Cambridge : Cambridge University Press, 1975) (l'introduction).

— La même réponse serait appropriée si on tenait l'argument positiviste pour une proposition empirique. Si c'était le cas, il faudrait admettre que cette proposition pourrait bien être erronée, et qu'on aurait bien le droit de connaître le critère sur la foi duquel on devrait décider si elle l'est ou non. De manière plus décisive encore, en tant que proposition empirique elle ne saurait décrire qu'un fait historique, et serait tout à fait inutilisable pour décider si oui ou non il serait possible, à l'avenir, que quelqu'un produise jamais des propositions qui décrivent le réel mais ne soient pas réfutables, ou normatives sans être émotionnelles.

— Enfin, si le slogan positiviste se trouvait tenu pour une proposition émotive, alors d'après sa propre doctrine elle serait sans valeur du point de vue de la connaissance, ne pourrait prétendre énoncer une vérité quelconque, et on n'aurait pas à lui prêter davantage d'attention qu'à un chien qui aboie.

De sorte qu'on est forcé de conclure d'emblée que le positivisme est un échec total. Il ne prouve pas qu'une éthique rationnelle soit impossible. Et on ne peut pas non plus le considérer comme une épistémologie, comme une théorie acceptable de la connaissance. Car s'il l'était, il faudrait que la prémisse la plus fondamentale du positivisme soit un énoncé *synthétique a priori* (décrivant le réel, mais irréfutable), ce dont le positivisme nie l'existence même, et on se retrouverait donc dans le camp du rationalisme social.

De même, l'affirmation positiviste suivant laquelle toutes les propositions scientifiques seraient hypothétiques se détruit elle-même (car quel est le statut de cette explication-*là*² ?)

Pour comprendre cet argument, imaginons une explication établissant un lien entre deux ou plusieurs événements et supposons qu'on ait réussi à la faire "coller" à un

² Cf. aussi, sur ce qui suit, H. H. Hoppe, *Kritik der kausalwissenschaftlichen Sozialforschung* ; cf. aussi *The Economics and Ethics of Private Property*, ch. 7.

ensemble de données. On l'applique ensuite à un autre ensemble de données, apparemment pour réaliser un autre test empirique. Maintenant, on est tenu de se demander : "que sommes-nous tenus de présupposer pour lier la seconde expérience à la première de telle manière qu'elle la confirme ou qu'elle l'infirmé ?" On pourrait croire d'emblée que si la seconde expérience répétait les observations de la première, ce serait une *confirmation*, et sinon, une *réfutation* —et il est clair que la méthodologie positiviste suppose cela vrai. Or, dans ce cas, rien en fait n'autorise à le dire. Car tout ce que l'expérience révèle à l'observateur vraiment "*neutre*", c'est que l'on peut classer comme "répétition", ou au contraire comme "non-répétition" deux ou plusieurs observations sur la succession dans le temps de deux ou plusieurs types d'événements. Une simple *répétition* ne devient "*confirmation*" positive et une non-répétition "*réfutation*" négative que si l'on *suppose*, indépendamment de tout ce qu'il est réellement possible de confirmer par expérience, qu'il existe des *causes* invariantes, opérant indépendamment du temps. Si on suppose au contraire qu'au cours du temps la causalité opère quelquefois d'une manière et quelquefois d'une autre, alors ces cas de répétition ou de non-répétition ne sont que des expériences datées, enregistrées, mais ne peuvent avoir aucun sens particulier ni lien réciproque. Il n'existe entre elles aucun lien logique de confirmation ou de réfutation réciproque. Il y a une expérience, puis il y en a une autre ; elles sont semblables, ou elles sont différentes ; mais c'est tout ce qu'on peut trouver à en dire. Rien d'autre ne s'ensuit.

De sorte qu'il n'est possible de parler de "confirmation" ou de "réfutation" que si l'on présuppose le principe de *régularité* : que si l'on est convaincu que les phénomènes observables sont en principe déterminés par des causes qui demeurent constantes et ne dépendent pas du temps dans la manière dont elles opèrent. Il faut absolument supposer vrai le principe de régularité pour pouvoir déduire qu'une hypothèse est bancale du fait qu'on échoue à reproduire une expérience ; et c'est à cette condition seule qu'on peut l'interpréter comme confirmée parce qu'on y parvient. Or, il est évident que ce principe de régularité n'est pas déduit de l'expérience et que celle-ci ne pourrait pas le confirmer. Ce lien entre les événements n'est pas observable. Et même si on l'observait, l'expérience ne pourrait pas révéler s'il est ou non indépendant du temps. On ne peut pas non plus le réfuter par l'expérience, puisque si un événement semblait le réfuter (par exemple si on

ne pouvait pas reproduire un résultat), on pourrait toujours dire d'emblée que c'était le *type d'événement* particulier censé en causer un autre qui n'était pas le *bon*. Et comme cette expérience ne prouve pas non plus qu'une *autre* succession d'événements ne puisse pas se révéler invariante avec le temps dans sa manière d'opérer, on ne peut pas prouver non plus que le principe de régularité ne soit pas valide.

Et cependant, alors qu'il n'est ni déduit de l'expérience ni réfutable par elle, le principe de régularité n'est rien de moins que la présupposition logiquement nécessaire pour réaliser des expériences dont on puisse dire qu'elles se confirment ou se réfutent mutuellement (par opposition à des expériences sans lien logique entre elles). Ainsi, puisque le positivisme suppose qu'il existe de telles expériences logiquement liées, alors on doit en conclure qu'il admet aussi l'existence d'une connaissance non hypothétique à propos du réel. Il doit bel et bien supposer qu'il existe des causes invariantes avec le temps, et doit le supposer alors même qu'il est impossible d'imaginer que l'expérience le confirme ou l'infirme. Une fois de plus, le positivisme apparaît comme une doctrine incohérente, contradictoire. Des explications non hypothétiques pour des faits réels, ça existe bel et bien.

Enfin (et désormais sans surprise pour nous), la thèse positiviste de l'unité de la science se révèle elle aussi contradictoire. Le positivisme prétend que les actions, de même que tout phénomène, peuvent et doivent être expliquées au moyen d'hypothèses. Si c'était le cas, alors, et de nouveau *contrairement à sa propre doctrine* suivant laquelle il ne saurait y avoir aucune connaissance a priori de la réalité, le positivisme serait *forcé de supposer que les actions humaines aussi sont strictement déterminées par des causes invariantes, indépendantes du temps*. Car si nous devons procéder comme le positivisme nous demande de le faire —établir entre différentes expériences un lien de confirmation ou de réfutation supposée— alors il faudrait, comme nous venons de l'expliquer, présupposer que la causalité y opère avec une *régularité* absolue. Mais alors, si c'était vraiment vrai, et s'il était vraiment possible de concevoir les actions des hommes comme entièrement gouvernées par une causalité invariante avec le temps, alors *comment expliquer les explicateurs* ? Comment rendre compte du comportement de ceux qui exécutent ce processus même de formation des hypothèses, de vérification et de réfutation ? A l'évidence, pour faire toutes ces belles choses, pour prendre en compte les

expériences de "confirmation" ou de "réfutation", pour remplacer les vieilles hypothèses par des nouvelles —il faut bien qu'on soit capable d'apprendre. Mais si l'on peut apprendre de l'expérience, ce que le positiviste est bien obligé d'admettre, alors à aucun moment on ne peut savoir à l'avance ce qu'on ne saura que plus tard, et ce que l'on fera une fois qu'on l'aura su. En fait, la seule chose qui soit possible est de reconstruire la séquence des causes de ses actions, et cela après les faits, car on ne peut expliquer sa propre connaissance que si on la possède déjà. Ainsi, la méthodologie positiviste appliquée au domaine de la connaissance et de l'action, qui contient la connaissance comme ingrédient nécessaire, est purement et simplement contradictoire — une absurdité logique de plus.

Le principe de régularité peut et même doit être supposé dans le domaine des objets naturels, c'est-à-dire pour des phénomènes qui ne sont pas constitués de notre propre connaissance ni d'actions manifestant cette connaissance (dans ce domaine, la question de savoir s'il existe des lois constantes à partir desquelles il est possible de faire des prévisions *ex ante* est positivement déterminée indépendamment de l'expérience, et les facteurs empiriques ne jouent de rôle que pour déterminer quelles sont les variables concrètes qui ont, ou n'ont pas, un lien de cause à effet avec quelles autres variables). En ce qui concerne *la connaissance et l'action*, en revanche, le principe de *régularité* ne peut pas être valide (dans ce domaine, la question de savoir *s'il existe* ou non des *constantes* est en elle-même *empirique* par nature et ne peut être déterminée pour une variable donnée que sur la base de l'expérience passée, c'est-à-dire *ex post*). Et tout cela, qui est une connaissance authentique de quelque chose de réel, peut être connu apodictiquement ; de sorte que c'est le *dualisme* méthodologique, et non le monisme que l'on doit accepter et admettre comme absolument vrai a priori.

L'école autrichienne et les chances d'une reconstruction rationaliste de l'éthique et de l'économique

Le fait que le positivisme avait été rapidement démasqué comme un système philosophique qui se réfute lui-même n'a évidemment pas contribué à faire avancer sa

cause. En revanche, du fait des perspectives alléchantes qu'il offrait aux gens de pouvoir, cette réfutation n'a pas fait grand-chose non plus pour affaiblir sa popularité. Pour défaire le positivisme, il en fallait beaucoup plus que se borner à démontrer qu'il est logiquement faux : il aura fallu des décennies d'expérimentation sociale, tentant toujours à plus grande échelle de prouver, dans le monde et à l'intérieur de chaque Etat-nation, qu'il n'y a pas de lois morales ni économiques, que rien n'est tabou et que tout est possible. Il aura fallu la stagnation des démocraties sociales occidentales à partir de la fin des années 60 et du début des années 70 ; l'appauvrissement constant des pays du Tiers-monde des décennies après leur décolonisation ; et, après 70 ans d'expérimentation, l'effondrement progressif — puis de plus en plus rapide à partir de la fin des années 80 — des pays du bloc socialiste³. En dehors du monde réel, c'est-à-dire chez les universitaires, il aura fallu la disparition temporaire de la philosophie morale et politique, et leur remplacement par l'analyse linguistique, par des calembredaines sans signification opérationnelle, par la théorie des groupes de pression et du marchandage⁴. Il aura fallu que l'économie politique dégénère en exercices symboliques dépourvus de tout sens empirique, sans ressemblance aucune avec ce qui était jadis l'objet d'étude des classiques de la pensée économique (à l'exception, au passage de quelque terme à consonance économique⁵) produits dans le

³ Pour une interprétation du 20^e siècle comme l'apogée de la philosophie de l'ingénierie sociale et du relativisme, cf. le magnifique *Modern Times* de Paul Johnson (New York : Harper & Row, 1983) [Les temps modernes].

⁴ Cf. aussi Henry Veatch, *Rational Man et For an Ontology of Morals : A Critique of Contemporary Ethical Theory* (Evanston, Ill. : Northwestern University Press, 1971) ; du même, *Human Rights, Fact or Fancy ?* (Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1985).

⁵ Par exemple, Gary North propose de "jeter un coup d'oeil sur n'importe quelle page de *Theory of Value : An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium* [Théorie de la valeur : analyse axiomatique de l'équilibre économique], livre écrit par Gérard Debreu, et qui en était à sa neuvième impression en 1979 — pour porter témoignage de l'horreur des études de troisième cycle en économie. La seule allusion à la réalité dans l'ensemble du livre se trouve probablement à la page 29 [p. 33 dans l'édition française], avec ces mots : "blé rouge d'hiver n°2". G. North, "Why Murray Rothbard Will Never Win the Nobel Prize!" in Llewelyn Rockwell/Walter Block eds. *Man, Economy and Liberty: Essays in Honor of Murray N. Rothbard* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1988, pp. 89-90 [Traduit en français sous le titre : "Pourquoi Murray Rothbard n'aura jamais le prix Nobel", ch. final de Murray Rothbard *et al.*, *Economistes et charlatans* (Paris : les Belles Lettres, 1991), p. 198].

meilleur des cas par des mathématiciens de deuxième ordre, non pour un public lequel n'existe pas, mais pour ramasser la poussière dans les bibliothèques de ce monde qui sont subventionnées par l'impôt ; ou alors il fallait qu'elle dégénère en une puissante industrie de la prévision économétrique, dont la futilité est douloureusement évidente pour tout le monde, y compris les politiciens et les bureaucrates d'Etat qui ne la subventionnent que pour des raisons de "légitimation" scientifique⁶. Il aura fallu la faillite du système keynésien, avec l'apparition du phénomène, prétendument impossible, de la stagflation dans les années 1970 ; l'effondrement du paradigme monétariste, après une longue suite de prévisions manifestement fausses de la fin des années 1970 à celle des années 80 ; et la complète banqueroute de l'économie marxiste dans le monde entier⁷.

Si le positivisme n'est pas mort, le prix de décennies de relativisme social est, depuis le milieu des années 1970, devenu trop élevé pour qu'on le passe sous silence ou qu'on lui trouve une explication bénigne. Une situation de crise est progressivement apparue en philosophie. Sans surprise, comme le positivisme perdait progressivement du terrain, d'autres variantes du relativisme, qui avaient été submergées par le règne du positivisme, ont refait surface et s'efforcent de remplir le vide idéologique. Associé à des étiquettes telles que l'herméneutique, la rhétorique, l'ultra-subjectivisme et le déconstructionnisme, une sorte de mouvement universitaire a cours, qui essaie de ressusciter le vieux message du nihilisme, comme quoi la vérité n'existe pas, et qui attribue l'échec du positivisme non pas à son relativisme, mais au fait qu'il ne serait pas assez relativiste, admettant l'existence de vérités *empiriques* (hypothétiques) plutôt que pas de vérité du tout⁸.

⁶ Sur la dégénérescence des sciences sociales en particulier, cf. les brillantes observations de Stanislav Andreski, *Social Science as Sorcery* (New York : St Martin's Press, 1972) [Les sciences sociales, sorcellerie des temps modernes ? (Paris : PUF, coll. Sociologie d'aujourd'hui, 1975)] ; R. Sykes, *ProfScam: Professors and the Demise of Higher Education* (Washington D. C. : Regnery, 1988).

⁷ Cf. aussi Murray N. Rothbard, *For A New Liberty* (New York : MacMillan, 1978), ch. 9 ; "The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics", *Review of Austrian Economics*, Vol. III, partic. pp. 54-55 ; du même, "Is There Life After Reaganomics ?" in Llewelyn Rockwell, ed. *The Free Market Reader* (Auburn, Al : Ludwig von Mises Institute, 1988), partic. p. 378 ; "Ronald Reagan : An Autopsy", *Liberty*, Vol. II, n° 4, mars 1989.

⁸ Pour une évaluation critique de ce nouveau nihilisme, cf. Henry Veatch, "Deconstruction in Philosophy: Has Rorty Made It the Denouement of Contemporary

Mais la crise a aussi ramené la philosophie du rationalisme social qui avait depuis longtemps démontré la fausseté du positivisme mais était tombée dans l'oubli durant les décennies de la suprématie positiviste. Rallumée par l'attribution du prix Nobel d'économie en 1974 à Friedrich Hayek, l'Ecole autrichienne d'économie politique, super-rationaliste, tradition de Carl Menger, Eugen von Böhm-Bawerk et, avant tout, de Ludwig von Mises, Mentor de Hayek et maître de Murray Rothbard, a connu un renouveau éclatant. Ecartée pendant des décennies des postes de prestige de l'Université subventionnée à cause de ses implications indigestes pour les gens de pouvoir, reléguée à une survie peu encombrante dans le milieu interlope, non universitaire, des intellectuels du monde réel, l'Ecole autrichienne a constamment repris de l'élan, devenant un véritable mouvement de masse, conquérant de plus en plus de bastions universitaires de même qu'un nombre toujours croissant de partisans à la base. En fait, avec pour fer de lance le *Ludwig von Mises Institute*, ce mouvement a pris une dimension internationale, avec une renaissance des idées misésiennes qui se développe dans les cercles intellectuels de l'Europe de l'Est. Face à l'effondrement total du socialisme et l'évanouissement de toute autorité et légitimité de l'Etat, confrontés à la tâche d'une reconstruction immédiate et complète de leurs pays, ils ne peuvent que juger ridiculement inappropriés les conseils que pourraient leur donner une économie mathématique sans signification empirique, ou l'économétrie, de même que ceux que l'on pourrait déduire du keynésianisme, du monétarisme, des anticipations rationnelles ou, pire encore, de l'herméneutique. Dans leur situation d'urgence, seule l'Ecole autrichienne offre une réponse claire, radicale et constructive : non seulement il existe des vérités dans les sciences sociales, mais il en existe qui sont a priori, non hypothétiques, et personne n'est capable de les défaire. La vérité est aussi simple qu'elle est fondamentale : la propriété privée, les droits de propriété privée et eux seuls, sont un principe normatif indiscutablement valide et absolu, et la base d'un progrès continu et "optimal". Pour s'extraire des ruines du socialisme, rien ne

(...continued)

Analytical Philosophy ?", *Review of Metaphysics*, 39, 1985 ; J. Barnes, "A Kind of Integrity", *London Review of Books*, 6 novembre 1986 ; Murray N. Rothbard, "The Hermeneutical Invasion of Philosophy and Economics" ; H. H. Hoppe, "In Defense of Extreme Rationalism".

suffira sinon une privatisation complète de toute propriété et le retour à une société de contrat fondée sur la reconnaissance du caractère absolu des droits de propriété privée⁹.

En fait, l'Ecole autrichienne représente la plus ambitieuse de toutes les formes du rationalisme social, elle qui affirme inflexiblement qu'il existe une connaissance a priori, non hypothétique de la réalité dans les sciences sociales, et que ce sont son éthique et sa théorie économique (qui intègrent cette connaissance) qui ont le même statut que la logique et la protophysique comme les fondements absolument indispensables de toute recherche sociale empirique. Bien plus, l'Ecole autrichienne et elle seule a validé cette affirmation en présentant un système *descriptif* de l'économie et de l'éthique complètement développé, cohérent et complet¹⁰.

Indirectement, l'affirmation centrale de l'Ecole autrichienne a déjà été prouvée. La réfutation du positivisme qui précède a démontré que, alors qu'on ne peut pas concevoir la connaissance et l'action comme déterminées (c'est-à-dire pouvant être prédits sur la base de variables effectives opérant sur un mode invariant au cours du temps), toute action, en vertu du fait qu'elle entend réaliser un objectif déterminé, présuppose une réalité physique structurée par une causalité déterministe. A l'évidence, cet aperçu représente en lui-même un exemple parfait de la possibilité d'une connaissance non hypothétique de la société : elle énonce à propos de l'action un postulat dont aucun acteur ne pourrait imaginer qu'il soit contourné, parce qu'il faudrait en fait présupposer qu'il est valide pour seulement tenter de prouver le contraire. L'approche autrichienne se borne en fait à affirmer qu'en réfléchissant, nous avons pu arriver à bien d'autres conclusions, également irréfutables par toute personne agissante, sur ce que le fait d'agir implique et présuppose.

La théorie autrichienne a pour points de départ deux axiomes systématiquement liés, tous deux des vérités non hypothétiques.

⁹ Pour une évaluation critique de la révolution en Europe de l'Est, cf. H. H. Hoppe, "The Collapse of Socialism and the Future of Eastern Europe", *Kwasny Economics*, Vol. II, numéro 6, 30 octobre 1989 ; *Desocialization in a United Germany* (Auburn, Al. : Ludwig von Mises Institute, 1991).

¹⁰ Cf. en particulier L. v. Mises, *Human Action* [L'Action humaine] ; Murray N. Rothbard, *Man, Economy and State ; The Ethics of Liberty* (Atlantic Highlands : Humanities Press, 1982)[L'Ethique de la liberté].

— Le premier est l'"axiome de l'action" : elle énonce le fait que les êtres humains agissent et, plus spécifiquement, que moi, je suis en train d'agir maintenant. On ne peut pas nier que cette proposition est vraie : le faire serait en soi-même une action. On ne peut pas non plus *ne pas* agir volontairement : ce choix serait en lui-même une action. De sorte que la vérité de cette action est littéralement impossible à *dé-faire*¹¹.

— Le second axiome est l'"apriori de l'argumentation" : à l'évidence, ce que nous venons maintenant de faire, depuis tout ce temps, —j'écris cette étude, le lecteur la lit— est de nous livrer à l'argumentation. S'il n'y avait pas d'argumentation, il n'y aurait pas de débat quant à la véracité ou la fausseté du relativisme social ou quant au statut de l'éthique ou de l'économique. Il n'y aurait que silence ou bruit sans raison. Ce n'est que par l'argumentation que les idées de véracité ou de fausseté peuvent apparaître. Savoir si quelque chose est vrai, faux ou indéterminé ; ce qui est nécessaire pour le justifier ; si c'est moi, ou quelqu'un d'autre, ou personne qui a raison —il faut que tout cela se décide au cours d'une argumentation et d'un échange de propositions. Cette proposition est également vraie a priori, car elle ne peut pas être niée sans être affirmée par l'acte même de cette dénégation. Il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne serait pas possible d'affirmer, et on ne peut pas contester que l'on sache ce que veut dire "prétendre valider une proposition" sans implicitement affirmer à tout le moins que c'est le contraire qui est vrai.

C'est donc *l'a priori de l'argumentation*¹², et les deux axiomes sont liés en tant que branches nécessairement entremêlées de connaissance a priori logiquement nécessaire.

¹¹ Cf. L. v. Mises, *Human Action* [L'Action humaine], 1^o partie.

¹² Cf. en particulier K. O. Apel, *Transformation der Philosophie*, Vol. II.

En effet, l'action est plus fondamentale que l'argumentation, puisque l'argumentation n'est qu'un sous-ensemble de l'action. En revanche, affirmer ce que l'on vient de dire à propos de l'action et de l'argumentation et de leurs relations réciproques nécessite déjà une argumentation, de sorte que, du point de vue épistémologique, il faut considérer l'argumentation comme plus fondamentale que l'action non argumentaire.

L'éthique, ou plus particulièrement la normative autrichienne de la propriété privée, est déduite de l'a priori de l'argumentation ; et c'est de sa nature comme axiome non hypothétique et absolument vrai que cette normative —mais oui— tire son propre statut de science *absolument vraie*¹³.

L'a priori de l'argumentation étant maintenant établi comme point de départ axiomatique de l'épistémologie, on en déduit d'emblée que tout ce qui doit être présupposé par le fait même d'énoncer des propositions ne peut plus être contesté au moyen de propositions. Cela n'aurait aucun sens de demander que l'on justifie des présuppositions qui sont nécessaires pour que l'énoncé de propositions ayant un sens soit seulement possible. Il faut au contraire les tenir pour définitivement justifiées par quiconque ouvre la bouche pour dire quelque chose. On doit comprendre que tout énoncé spécifique qui contesterait leur validité implique une contradiction performative ou pratique.

En outre, de même qu'il est indéniablement vrai qu'il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne serait pas possible d'affirmer, et qu'on doit absolument supposer que quiconque se livre à l'argumentation sait forcément ce que veut dire "prétendre que quelque chose est vrai", il est également vrai que tout argument nécessite une *personne* qui argumente : un acteur. L'argumentation ne consiste jamais dans des propositions en l'air : c'est toujours en même temps une activité. Comme c'est au cours de l'argumentation que l'on doit formuler les énoncés prétendus vrais et décider de leur éventuelle véracité, et comme l'argumentation, indépendamment de tout ce que l'on peut dire à cette occasion, est aussi une question pratique, il s'ensuit qu'il doit absolument exister des normes dont des consciences différentes peuvent s'accorder pour dire qu'elles ont un sens* : celles

¹³ Cf. Sur ce qui suit H. H. Hoppe, *A Theory of Socialism and Capitalism*, ch. 2 & 7.

* Quiconque trouvera une meilleure traduction pour "intersubjectively meaningful norms

(continued...)

précisément qui font d'une action une argumentation. Et celles-ci doivent avoir un statut cognitif particulier dans la mesure où elles sont les conditions pratiques préalables de la vérité. Et de fait, personne ne pourrait prêter la moindre validité aux dichotomies si chères au positivistes, entre les jugements de fait ("empiriques") et les jugements de valeur ("émotifs"), ou entre les propositions de fait ("empiriques") et les jugements analytiques ["tautologiques, à partir de définitions arbitraires et conventionnelles," N.d.T.] *à moins de considérer comme valides les normes qui sous-tendent l'argumentation* (au cours de laquelle ces distinctions sont faites). Il est tout simplement impossible d'affirmer le contraire, parce que le faire présupposerait en fait leur validité en tant que normes.

Allons plus loin : en tant qu'entreprise nécessairement pratique, tout échange de propositions exige que celui qui les fait possède la maîtrise exclusive de *certaines moyens* rares. Personne ne pourrait jamais avancer quoi que ce soit, et personne ne pourrait jamais se laisser convaincre par aucune proposition, si le droit de faire un usage exclusif de son propre corps*** n'était pas déjà présupposé. C'est la reconnaissance mutuelle de cette maîtrise exclusive de chacun sur son propre corps qui explique cette caractéristique distincte des échanges de propositions : que même si on n'est pas d'accord avec ce qui vient d'être dit, on peut au moins se mettre d'accord sur le fait qu'on n'est pas d'accord. Et il est également évident que ce droit de propriété sur son propre corps doit être tenu pour justifié a priori. Car quiconque voudrait essayer de justifier quelque norme que ce soit doit déjà présupposer son droit exclusif de maîtriser son propre corps pour seulement dire : "je propose ceci et cela". Quiconque contesterait un tel droit se retrouverait pris dans une contradiction pratique, puisqu'en argumentant de la sorte il aurait implicitement accepté la norme même qu'il mettait en cause.

(...continued)

must exist" peut faire ses propositions ; il gagne un carambar [F. G.].

*** Du moins pour la durée de l'argumentation. Cf. Hoppe, *The Economics and Ethics of Private Property*, p. 247 :

"aussi longtemps que dure la discussion, il y a reconnaissance mutuelle de la maîtrise exclusive par chacun de ces ressources [le cerveau, les cordes vocales, etc.] [...] le fait de la possession de soi-même est une précondition praxéologique de l'argumentation. Quiconque essaie de réfuter quelque chose doit en fait être possesseur de soi-même." [F. G.].

Enfin, il serait impossible de se livrer à l'argumentation, si on n'était pas autorisé à s'approprier, en plus de son propre corps, d'autres ressources rares par appropriation initiale, c'est-à-dire en les mettant en valeur avant qu'un autre ne le fasse, ou si de telles ressources n'étaient pas définies en termes physiques, objectifs. En effet, si personne n'avait de droit sur rien, à part son propre corps, alors nous cesserions tous d'exister et la question de la justification des normes —de même que tous les problèmes humains— n'existerait tout simplement pas. *Le fait que l'on soit vivant présuppose que soient valides certains droits de propriété sur d'autres objets.* Quiconque est vivant ne pourrait pas affirmer le contraire.

Et si une personne ne pouvait pas acquérir ce droit exclusif de disposer de ces biens par l'appropriation initiale, en établissant quelque lien objectif entre une personne et une ressource matérielle particulière avant que personne d'autre ne l'ait fait, si au contraire on supposait que les derniers arrivés avaient le même titre de propriété sur ces biens, alors littéralement *personne ne serait jamais autorisé à faire quoi que ce soit avec quoi que ce soit*, faute d'avoir obtenu le consentement préalable de tous ceux qui sont pourrout venir après. Ni nous-mêmes ni nos ancêtres, ni notre progéniture ne pourrions survivre. Or, pour que quelqu'un, quel qu'il soit, puisse argumenter, il lui faut bien évidemment être en mesure de survivre. Et pour cela, il est impossible de concevoir les droits de propriété comme définis "hors du temps" et sans précision quant au nombre de personnes concernées. Bien au contraire, il est absolument nécessaire que les droits de propriété soient définis par une action localisée et datée et pour des individus agissant particuliers. Sinon, il serait impossible pour quiconque de dire quoi que ce soit à un moment et à un endroit donné, et pour un autre de répondre. Affirmer que la règle de la première mise en valeur comme norme de propriété pourrait être rejetée, ou qu'elle serait injustifiée implique une contradiction. Affirmer cette proposition implique que l'on existe à un instant donné comme unité de décision physiquement indépendante, et par conséquent le droit de la première mise en valeur comme un principe absolument valide d'acquisition de la propriété***.

*** Et comme ce principe, comme celui de la possession de soi (qui résulte de sa première mise en oeuvre), peut être appliqué dans tous les cas et comme il est exclusif de tout
(continued...)

(...continued)

autre, il est par implication le seul universellement valide, pour les gens qui prennent la logique au sérieux. Cf. Hoppe, *ibid.*, p. 249-250 :

"... quiconque nierait la validité du principe de la première mise en valeur contredirait le contenu de sa proposition par le fait même de l'énoncer... une fois qu'au titre du principe de première mise en valeur on a admis la maîtrise exclusive de *certaines* ressources, il devient impossible de justifier quelque restriction que ce soit à l'exercice de ce principe —à l'exception d'une restriction volontaire, que l'acteur s'imposerait à soi-même— sans tomber dans une contradiction.

"Car si celui qui propose une telle restriction au principe du droit de la première mise en valeur était cohérent avec lui-même, il ne pourrait disposer que de *certaines* ressources rares (quelle que soit cette limite), dont en outre il ne serait pas autorisé à faire usage pour des appropriations ultérieures au titre de ce principe. Mais dans ce cas, il ne pourrait évidemment pas empêcher l'appropriation par *un autre* au titre de ce principe, pour la seule raison qu'il n'en aurait pas les moyens. Et s'il *cherchait* à empêcher cette appropriation, alors il étendrait *ipso facto* ses propres prétentions [sur les biens sans maître] au-delà de ses propres ressources qu'il tient pour justement appropriées : de sorte qu'il se contredirait lui-même.

"Pire, pour justifier son ingérence, il lui faudrait invoquer un principe d'acquisition incompatible avec le principe de la première mise en valeur : il lui faudrait prétendre, au mépris de la logique, qu'une personne qui étend ses possessions au titre de ce principe, principe dont personne ne peut dire qu'il soit universellement faux, serait, ou à tout le moins, pourrait être, un agresseur (alors même que personne ne pourrait dire qu'elle ait pris quoi que ce soit à qui que ce soit, parce qu'elle n'aurait pris que des ressources n'appartenant à personne, c'est-à-dire des choses que jusqu'à présent personne n'avait tenues pour rares, et que tout le monde aurait pu s'approprier avant s'il avait été le premier à s'apercevoir de sa rareté, y compris ceux [...] qui se soucient tellement du sort des derniers arrivés qu'ils voudraient réserver des ressources pour leur bénéfice ultérieur). Il lui faudrait en outre prétendre que quiconque interfère avec une telle extension, et le fait au nom d'un principe dont on ne peut arguer qu'il soit universellement valide, agirait, ou du moins pourrait agir légitimement (alors même qu'il confisquerait toujours à quelqu'un quelque chose que celui-ci aurait acquis sans rien prendre à personne)."

"L'erreur centrale [de ceux qui rejettent] cet argument est [leur] refus de reconnaître l'incompatibilité logique [de l'idée] de "droits sociaux" —l'idée qu'on pourrait avoir des *droits* sur la propriété que les *autres* auraient constituée au titre de la première mise en valeur— avec ce même principe de la première mise en valeur. Ou bien c'est le premier principe qui est juste, ou alors c'est le second. Par conséquent, on ne peut pas dire que le premier le soit, puisque pour le dire il faut présupposer la validité du second".

Cette démonstration montre qu'à eux seuls, les présupposés a priori de l'*action* humaine,
(continued...)

(...continued)

lois praxéologiques a priori qui s'imposent à la normative politique sont extrêmement contraignants, et constituent déjà en eux-mêmes *une normative concrète absolument vraie a priori* :

—le fait que celle-ci est contrainte de décrire des relations concrètes et datées entre des personnes singulières et des objets particuliers. Comme le dit Hoppe à la p. 247 de *The Economics and Ethics of Private Property* : "toute philosophie politique qui n'est pas construite comme une théorie des droits de propriété passe complètement à côté de son but et doit par conséquent être rejetée d'emblée comme un verbiage dépourvu de sens pour une théorie de l'action". Car un jugement normatif doit toujours porter sur des *actes*. *Juger des résultats*, comme prétendent le faire nombre d'argumentaires sur une prétendue "justice sociale", implique forcément de *juger tous les actes concrets* qui ont conduit à ces résultats. Et comme il n'existe aucune *régularité* dans l'action humaine, il s'ensuit qu'il est logiquement impossible de définir a priori des actes qui conduiraient à l'une quelconque de ces prétendues "normes" de résultat. Cf. Hayek : *Le Mirage de la justice sociale*, Paris, PUF, 1982. Bien entendu, si l'a priori de l'action interdit toute définition d'une quelconque "justice sociale", il ne peut pas empêcher de soi-disant "philosophes politiques" d'*ignorer* les contraintes qu'il implique sur le raisonnement normatif, de même que de *croire* à celle-ci en dépit de toute rationalité.

- Le fait que la survie de tout être agissant implique forcément que celui-ci se soit livré au moins une fois à une appropriation par première mise en valeur (ne serait-ce qu'en respirant pour son propre compte de l'air gratuit),

- le fait que ce principe d'appropriation naturelle est universellement applicable et exclusif de tout autre,

tout cela suffit à démontrer qu'il n'y a qu'un seul système de justice intellectuellement cohérent, celui que décrit Murray Rothbard dans *L'éthique de la liberté*. On pourrait donc penser que l'a priori de l'argumentation est redondant par rapport à celui de l'action comme fondement de la normative politique.

Néanmoins cet a priori de l'argumentation soumet celui qui accepte de participer à une discussion rationnelle à *d'autres* contraintes très fortes et qui constituent en elles-mêmes des normes universellement valides a priori, complétant les éléments de normative rationnelle déjà fournis par l'a priori de l'action :

—La contrainte de cohérence logique (principe de non-contradiction), qui présuppose que quiconque participe à une discussion rationnelle accepte de prendre en compte les principes impliqués par toute action envisagée (rejet du pragmatisme). Sans cohérence logique, par exemple, on ne pourrait pas déduire que le principe de la première mise en valeur est le *seul* valide du fait que celui-ci est nécessairement acceptable, universellement applicable et exclusif de tout autre.

- Le principe de la propriété de soi, nécessairement admis au moins pour la durée de la discussion.

L'a priori de l'argumentation permet donc de transformer la conclusion : "il n'existe de philosophie politique cohérente et compatible avec la survie de l'humanité que dans une application universelle du droit de la première mise en valeur", en cette autre conclusion : "quiconque accepte de participer à une discussion civilisée accepte implicitement une philosophie politique fondée sur l'application universelle et par conséquent exclusive du droit de la première mise en valeur."

Que l'a priori de l'argumentation et de l'action conduisent à *certaines* normes absolument et universellement vraies établit donc un a priori du droit naturel : une normative absolument et universellement vraie a priori, qui ne constitue qu'une contrainte limitative sur les choix de l'action, mais se trouve définir complètement la philosophie politique.

On peut parler à juste titre de *droit naturel*, dans la mesure où l'on tient que la connaissance vraie a priori exprime
(continued...)

Pour sa part, la théorie économique, ou "praxéologie" dans la terminologie de Ludwig von Mises, en même temps que son statut de science sociale non hypothétique et vraie a priori, est déduite de l'axiome de l'action¹.

— Dans toute action, l'acteur poursuit un *but* ; et quel que puisse être ce but, le fait que cet acteur le recherche révèle que celui-ci lui attribue une *valeur* relativement plus grande qu'à tout autre but d'une action qu'il aurait pu envisager au début de cette action.

— Pour réaliser ce but, un acteur doit *décider* d'intervenir ou de ne pas intervenir (ce qui est une autre manière d'influencer le résultat) au départ pour obtenir un résultat plus tard ; et cette intervention implique l'emploi de *moyens* limités (au moins ceux du *corps* de celui qui agit, de l'*emplacement* qu'il occupe et le *temps* employé pour l'intervention).

— Il faut aussi que ces moyens aient une valeur pour l'acteur en question — *valeur déduite* de celle du but— parce que l'acteur doit les considérer comme nécessaires

(...continued)

des lois de la nature. Ces démonstrations se trouvent d'ailleurs dans la droite ligne de la *tradition* du Droit naturel (quelles qu'en aient pu être les diverses conclusions au cours de l'histoire de la pensée). Ceux à qui le positivisme a appris à se méfier de l'expression peuvent comprendre que celle-ci désigne seulement toute réflexion normative qui accepte de *tenir compte* des lois de la nature. Et pour qui admet de définir la Raison comme l'"art de l'identification non contradictoire" (Ayn Rand) de ce qui est, elle est simplement synonyme de *discussion rationnelle* sur les normes. Hayek, qui le rejetait explicitement sous ce nom, ne faisait donc absolument rien d'autre que du "droit naturel" dans ses ouvrages de philosophie politique ostensiblement soumis aux règles de la discussion rationnelle. Il était donc pris, ce faisant, dans une contradiction pratique (ou "performative"). [F. G.]

¹ Cf. sur ce qui suit L. v. Mises, *Human Action* [L'Action humaine], ch. IV ; M. N. Rothbard, *Man, Economy and State*, ch. 1 ; "Praxeology: The Methodology of Austrian Economics", in Edwin Dolan, ed. : *The Foundations of Modern Austrian Economics* (Kansas City : Sheed & Ward, 1976) ; H. H. Hoppe, *Praxeology and Economic Science* ; aussi Lionel Robbins, *The Nature and Significance of Economic Science* (New York : New York University Press, 1982) [*Nature et signification de l'économique*]. [Cf. aussi : "La Praxéologie comme méthode des sciences sociales", ch. 2 de M. N. Rothbard *et al.*, *Economistes et Charlatans* (F. G.)]

pour effectivement atteindre son but. En outre, les actions ne peuvent être faites que l'une après l'autre, ceci impliquant toujours de faire un *choix*, c'est-à-dire d'entreprendre l'action qui, à un moment donné, promet le résultat auquel l'acteur donne le plus de valeur et conduit à renoncer aux autres, qui ont moins de valeur.

— En outre, lorsqu'il agit, un acteur ne se borne pas à vouloir substituer une meilleure situation à une autre et à démontrer sa préférence pour celle qui a le plus de valeur ; il considère aussi invariablement à quel moment de l'avenir ses buts seront atteints et démontre une *préférence* universelle pour des résultats plus *immédiats*. Comme l'action prend du temps et comme l'homme doit absolument consommer quelque chose à un moment ou à un autre, le temps est toujours rare ; de sorte que les résultats immédiats ou plus rapides ont, et doivent toujours avoir plus de valeur que des résultats futurs ou plus éloignés. Et on n'échangera une valeur actuelle contre une valeur future que si on espère ainsi *améliorer* son bien-être à venir.

— Plus encore, comme conséquence du fait de devoir choisir et donner la préférence à un but plutôt qu'à un autre, —de ne pas pouvoir réaliser tous ses buts en même temps et d'être soumis à une *contrainte du fait de l'attente*— toute action implique de subir des *coûts*, c'est-à-dire de renoncer à la valeur du but auquel on tenait le plus parmi ceux qu'on ne pourra pas réaliser ou dont la réalisation devra être retardée parce que les moyens nécessaires sont occupés à réaliser un autre objectif, qui a encore plus de valeur.

— Et finalement, savoir ce qu'est agir nous apprend qu'au moment de la décider, tout but de l'action doit avoir une valeur perçue plus grande que son coût, de manière à

donner un *profit* : un résultat dont la valeur est placée plus haut que celle des occasions auxquelles on aura renoncé. Cependant, toute action court le risque d'une *perte* si, rétrospectivement, celui qui avait agi se rend compte que, contrairement à ses attentes, le résultat effectivement obtenu a moins de valeur que l'option abandonnée n'en aurait eue.

Toutes ces catégories que nous savons être au coeur de l'économie —valeur, moyens, choix, préférence, contrainte de l'attente, coût, profit et perte— sont impliqués par l'axiome de l'action. Et tout comme l'axiome lui-même, elles incorporent une connaissance vraie et non hypothétique. Toute tentative pour réfuter cette connaissance serait en elle-même une action, visant un but, nécessitant des moyens, excluant d'autres actions, subissant des coûts, soumettant l'acteur à l'éventualité d'atteindre ou de ne pas atteindre le but désiré, conduisant ainsi à un profit ou à une perte.

A partir de cette connaissance matérielle incontestablement vraie sur le sens de l'action et de ses concepts associés, on peut déduire toutes les propositions vraies de l'économie politique au moyen de la logique formelle. C'est l'alpha et l'oméga de la conception autrichienne de l'économie. Plus précisément, tous les théorèmes économiques vrais impliquent :

- une compréhension du sens de l'action,
- une situation ou un changement de situation, supposés donnés ou identifiés comme donnés et décrits en termes des concepts associés à l'action et
- une déduction logique des conséquences pour un individu agissant —encore une fois en termes de ces concepts— découlant de cette situation ou de ce changement.

La loi de l'utilité marginale [décroissante], par exemple, une des lois les plus fondamentales de l'économie, est déduite de notre connaissance indiscutable du fait que tout acteur préfère ce qui lui donne le plus de satisfaction ; on l'applique à une situation où celui-ci est confronté à un accroissement de la quantité d'un ensemble de produits

(une ressource rare) qu'il juge tous capables de lui rendre les mêmes services. De ces prémisses il s'ensuit avec une nécessité logique que cette unité supplémentaire ne peut être employée comme moyen que pour satisfaire un besoin jugé moins urgent que le dernier (moins urgent) auparavant satisfait par la dernière unité du produit.

Combiner la normative impliquée par l'axiome de l'argumentation, avec la théorie économique impliquée par celui de l'action, donne ce qu'on pourrait appeler l'"économie du bien-être" à l'autrichienne² :

Dans la mesure où les personnes qui agissent choisissent de se conformer au principe indiscutablement valide de la propriété privée, le bien-être social —défini en termes de Pareto-optimalité— sera invariablement le plus grand possible : l'appropriation originelle de biens sans maître par une personne accroît (au moins *ex ante*) son utilité ou bien-être, comme le démontre cette action même. En même temps, celle-ci ne fait de tort à personne, puisqu'en se les appropriant elle ne prend rien à qui que ce soit. A l'évidence, les autres aussi auraient pu se les approprier, s'ils les avaient perçus comme rares et donc précieux. Or, ils ne l'ont pas fait, ce qui prouve qu'ils ne leur attribuaient absolument aucune valeur ; ils ne peuvent donc prétendre qu'ils aient perdu quoi que ce soit du fait de cet acte. A partir de ce fondement, toute action utilisant des ressources appropriées de la sorte est également Pareto-optimale au titre de la préférence démontrée, à condition de ne pas interférer sans le consentement des autres avec l'intégrité physique des ressources qu'ils se seront appropriées par la première mise en valeur (ceci impliquant toutes les ressources produites à partir de ces premières appropriations). Et finalement, tout échange volontaire partant de cette base doit aussi être considéré comme un changement Pareto-optimal, parce qu'il ne peut avoir lieu que si les deux parties en bénéficient.

Agir conformément à ces règles conduit toujours, infailliblement, à la plus grande production possible de richesses : car toute déviation par rapport à ces règles implique,

² Cf. aussi M. N. Rothbard, *Toward a Reconstruction of Utility and Welfare Economics* (New York : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper # 3, 1977 [traduit en français sous le titre "Vers une reconstruction de la théorie de l'utilité et du bien-être", comme ch. 4 d'*Economistes et charlatans*] ; *Power and Market* (Kansas City : Sheed, Andrews & McMeel, 1977) ; "The Myth of Neutral Taxation", *Cato Journal*, Vol. I, n° 2, 1981 ; H. H. Hoppe, *A Theory of Socialism and Capitalism* ; "'Man, Economy and Liberty'. Review Essay", *Review of Austrian Economics*, Vol. IV, 1990.

par définition, une redistribution de titres de propriété, et par conséquent du revenu, qui confisque aux producteurs-premiers utilisateurs et parties aux contrats, au profit de non producteurs, non premiers utilisateurs ou étrangers aux contrats. De sorte que toute déviation de ce genre aura pour conséquence moins d'appropriation originelle de ressources dont on aura reconnu la rareté, moins de produits nouveaux, moins d'entretien des biens existants et moins de contrats et d'échanges avantageux aux deux parties. Ce qui, à son tour, implique un moindre niveau de vie en termes de biens et services échangeables. En outre, la clause suivant laquelle c'est le premier utilisateur d'un bien qui en acquiert la propriété assure que les efforts productifs seront à tout moment les plus élevés possibles. La clause suivant laquelle c'est l'intégrité matérielle de la propriété et non sa valeur qui est protégée garantit que tout propriétaire orientera toujours ses efforts de manière à lui donner la plus grande valeur possible, c'est-à-dire choisira les changements qui améliorent la valeur de la propriété et évitera ceux qui la compromettent (comme celles qui pourraient résulter de l'action d'autres personnes vis-à-vis de sa propriété). De sorte que toute déviation par rapport à ces règles implique à tout moment de moindres niveaux d'efforts productifs.

La simplicité radicale de cette théorie autrichienne de l'éthique et de l'économie, son caractère même achevé — à titre majeur par von Mises dans *l'Action humaine* et par Murray Rothbard dans *Man, Economy and State* et *L'Éthique de la liberté*— de construction intellectuelle rigoureusement cohérente en éthique et en économie politique explique pourquoi, si on a pu mettre sous le boisseau le rationalisme social de l'École autrichienne durant les années fastes du positivisme, on n'a jamais pu l'écraser ni l'éradiquer. Sa véracité est trop évidente pour être toujours méprisée par les gens de bon sens et de curiosité intellectuelle. Car n'est-il pas naturel que chacun possède son propre corps de même que l'ensemble des biens rares qu'il met en valeur à l'aide de son corps avant que quiconque d'autre ne le fasse* ? N'est-il pas évident que chaque possesseur doit

* On pourra ironiser sur ce fait de la possession naturelle, dans la mesure où le constater n'est pas le justifier. Il n'en établit pas moins que la possession naturelle est première (en ce sens que tout objet physique qui acquiert une valeur quelconque commence par se trouver en possession de celui qui l'a produite). La charge de la preuve incombe donc pour le moins à ceux qui veulent la violer. Et cette *réalité* de la possession naturelle, du
(continued...)

avoir le droit d'utiliser ces biens comme il l'entend aussi longtemps que cela n'implique pas d'atteindre sans y être invité l'intégrité physique de la propriété d'autrui ? N'est-il pas évident que, une fois qu'un objet résulte d'une première mise en valeur, ou a été produit à partir de biens ainsi appropriés, sa possession ne saurait être acquise que par le transfert volontaire et contractuel d'un titre de propriété de l'ancien au nouveau possesseur ? Et n'est-il pas intuitivement évident que si ces règles sont suivies, et dans cette mesure même, la plus grande production possible de richesse et de bien-être social s'ensuivra¹ ?

Et pourtant, cette théorie évidemment vraie a les implications pratiques les plus radicales en politique. Elle réfute comme moralement injustifiables et économiquement destructrices des actes tels que l'impôt, la redistribution législative des droits de propriété privée, la création de monnaie fictive par privilège d'Etat, et finalement, l'institution même de l'Etat... et elle exige à la place une société de pure propriété privée, une anarchie de possesseurs de propriété, exclusivement réglée par un droit de la propriété privée². En vertu de quoi, l'Ecole autrichienne se trouve en complète opposition avec tout exercice du pouvoir d'Etat. La reconnaissant comme leur ennemie naturelle et intellectuellement la plus dangereuse, les gens du pouvoir ont fait tout leur possible pour oblitérer sa mémoire et substituer l'idolâtrie de l'Etat à l'éthique et à l'économie politique. Comme l'écrit Mises :

"Les despotes et les majorités démocratiques sont ivres du pouvoir d'Etat. Ils doivent admettre avec réticence qu'ils sont soumis aux lois de la nature. Mais ils rejettent la notion même de loi

(...continued)

fait qu'elle *existe*, sans parler des conséquences des actes qui la violeraient, disqualifie radicalement ceux qui n'en tiennent absolument aucun compte dans les postulats de départ de leurs modèles politiques, notamment ceux qui prétendent juger des "résultats" en méconnaissant la pertinence des "conditions initiales", comme les théoriciens de la "justice sociale" et la plupart de ceux de l'"efficacité économique" [F. G.].

¹ Cf. aussi, sur l'idée d'un "sens naturel de la justice", G. de Molinari, *The Production of Security* (Burlingame, Ca. : Center for Libertarian Studies, Occasional Paper Series # 2, 1977) ["De la production de la sécurité", *Journal des économistes*, Paris, Guillaumin, 1849].

² Cf. sur ce point aussi M. N. Rothbard, *Man, Economy and State ; Power and Market ; For a New Liberty ; The Ethics of Liberty* [L'Ethique de la liberté] ; H. H. Hoppe, *Eigentum, Anarchie und Staat* (Opladen : Westdeutscher Verlag, 1987) ; *A Theory of Socialism and Capitalism*.

économique. Ne sont-ils pas, eux, le législateur suprême ? [...] il est impossible de comprendre l'histoire de la pensée économique si on ne prête pas attention au fait que l'économie politique en tant que telle est une mise en cause pour les gens au pouvoir. L'économiste ne peut jamais être le favori des autocrates ou des démagogues. Pour eux il est toujours le trouble-fête, et plus ils sont intimement persuadés de la justesse de ses objections et plus ils le haïssent³.

Dans la situation actuelle de crise mondiale de légitimité de l'Etat, d'effondrement du socialisme dans le bloc de l'Est et la stagnation persistante des Etats-providence occidentaux, le rationalisme autrichien a autant sinon plus de chances que jamais de remplir le vide philosophique laissé par le retrait du positivisme et de devenir le paradigme de l'avenir⁴. Aujourd'hui comme hier, il faut un certain courage moral aussi bien que de l'intégrité intellectuelle pour affirmer la théorie sociale autrichienne —les bataillons socialistes d'en face représentent toujours une majorité formidable et contrôlent une part bien plus considérable des ressources. Maintenant, avec cet effondrement total du socialisme et du concept de propriété sociale qui sautent aux yeux de tous, la théorie autrichienne opposée de la propriété privée, des marchés libres et du laissez-faire ne peut que *gagner* en séduction et *faire* des adhérents. Par conséquent, les Autrichiens ont des raisons de croire que le moment est venu où ils pourront opérer un changement fondamental dans l'opinion publique, arrachant l'éthique et l'économie des mains des positivistes et des ingénieurs sociaux et rétablissant la reconnaissance par le public des droits de propriété privée et des marchés libres comme principes ultimes, absolus, de l'éthique sociale et de l'économie politique.

³ Human Action, p. 67 ; [L'Action humaine].

⁴ Pour une évaluation stratégique de l'époque actuelle d'un point de vue autrichien, cf. M. N. Rothbard : "Left and Right : The Prospects for Liberty" et "Ludwig Von Mises and the Paradigm of Our Age" in *Egalitarianism as a Revolt Against Nature and Other Essays* (Washington, D.C. : Libertarian Review Press, 1974).